

Les révolutionnaires doivent servir le peuple.

Le « cercle ouvrier Léo Frankel » publie en octobre 2021 une brochure « *Polémique sur la grande crise impérialiste* » qui se veut « un appel à la révolution en menant premièrement une analyse marxiste de la situation et, d'autre part, construire, sur la base de ces connaissances, une perspective de renversement du capitalisme par les prolétaires organisés en Parti Communiste qui fait défaut aujourd'hui dans ce pays. »

Disons tout de suite qu'il est difficile « sans parti communiste » de construire quoi que ce soit, y compris *l'analyse marxiste de la situation*, et a fortiori *une perspective de renversement du capitalisme*, et que se vouloir *un appel à la révolution* dans ces conditions est aujourd'hui extrêmement prématuré et vaniteux.

Le but final des révolutionnaires c'est la société communiste, une société d'abondance, de paix, où la santé et la sécurité du peuple seront assurées.

Bien que cette société ne soit pas réalisable maintenant, et encore moins « déjà là » dans la société capitaliste, les révolutionnaires mettent en accord les actes et les souhaits affichés, en défendant en toutes occasions les intérêts du peuple et afin de l'organiser pour prendre le pouvoir, car le peuple seul crée l'histoire.

Lorsque la crise économique, l'inflation, les dévaluations, la hausse des prix, le blocage des salaires et des pensions grèvent le budget des gens ordinaires et appauvrissent le plus grand nombre au profit d'une poignée de spéculateurs et de rentiers, les révolutionnaires se battent pour la hausse des salaires et des retraites, afin d'organiser les masses pour la révolution prolétarienne et pour le socialisme.

Lorsque les pays impérialistes menacent d'une guerre d'autres pays, d'autres peuples, les révolutionnaires se battent pour la paix et contre la guerre, par tous les moyens (tracts, pétitions, interventions parlementaires, manifestations, etc.), mais aussi toutes les formes d'action légale et illégale selon la situation : grève des dockers pour empêcher les livraisons d'armes, distributions de papillons au sein de l'armée, guerre de libération nationale, soutien aux nations et aux peuples colonisés, guerre de résistance anti fasciste ou guerre à la guerre et révolution. Là encore à travers ces diverses actions les révolutionnaires ont pour finalité l'établissement du socialisme.

Et lorsqu'un désastre écologique ou sanitaire menace la sécurité ou la santé du peuple, amplifié voire déclenché par la soif de profit ou l'incurie criminelle de l'Etat bourgeois, les révolutionnaires doivent encore se tenir en première ligne pour organiser l'action collective, appuyer les mesures de prévention scientifiques, dénoncer le je-m'en-foutisme de la bourgeoisie. Là encore les révolutionnaires doivent d'abord servir le peuple et l'organiser pour la révolution.

Sur la question sanitaire

Le « cercle ouvrier » écrit :

« Depuis plus d'un an maintenant s'opère l'une des plus grande mystification politique jamais connue. Depuis plus d'un an, la quasi-totalité de ceux qui se revendiquent révolutionnaires ont acceptés ce que l'on nomme le « deal du confinement ». Ce deal revient à reconnaître l'existence d'une crise sanitaire mondiale, et qu'en ces temps pandémiques, la priorité serait de « tordre le cou » au coronavirus avant celui du capitalisme, comme si la lutte de classes pouvait se mettre sur pause selon les circonstances. Ce deal amène à accepter, sans ouvertement revendiquer l'union nationale avec le gouvernement, mais au nom de la «

santé de tous », d'accepter toutes les offensives politiques contre le prolétariat (confinement, couvre-feu, etc.) au nom de la lutte contre le COVID19. »

Egalement

« Ce qui est véritablement nouveau, c'est le confinement mondial (le « lock-down » comme l'on appelé les commentateurs anglophones). C'est donc un point de vue purement impérialiste, engendré par le développement inégal des nations, que de considérer que le monde doit tourner autour de la « lutte » contre la pandémie actuelle et qu'en elle réside la contradiction principale de notre temps, pour tous les pays du monde. »

Rappelons d'abord, pour couper court à certaine comparaison frauduleuse reprise innocemment par le « cercle ouvrier », que les accidents du travail et les accidents routiers ne sont pas contagieux, contrairement à une épidémie. Quand celle-ci s'abat sur une cité, si rien n'est fait elle est menacée dans son existence. L'expérience historique des peuples face aux épidémies a montré la nécessité d'isoler, soigner et vacciner, et cela indépendamment des gouvernements et des modes de production.

Et ce qui est « véritablement nouveau » c'est que la mondialisation des échanges économiques fait de l'épidémie une pandémie dont aucun pays ne peut s'isoler. Quant à l'impérialisme et l'inégalité des nations, il ressort que l'avenir de cette pandémie dépend du pays le plus faible, quelle que soit la puissance et le nombre de vaccins des pays impérialistes.

Deux voies face au virus

« Ecartons d'emblée, toute raisons "sanitaires" au confinement chinois » écrit le « cercle ouvrier », puis un peu plus loin « Nous voyons là, à quel point nos bourgeois français n'ont fait que reprendre à leur sauce la gestion de crise telle qu'orchestrée par la Chine ».

Le PCC n'a jamais pris à la légère la mise en danger du peuple chinois. Alors que l'épidémie, était déjà aussi présente aux USA et en Italie, la Chine Populaire fut le premier pays à identifier puis établir le génotype du virus. Dès que la transmission d'humain à humain fut assurée la bataille contre le virus commença. Le même jour Agnès Buzyn prétendait « *Le risque d'importation depuis Wuhan est quasi nul. Le risque de propagation du coronavirus dans la population est très faible.* ». Le 26 janvier elle déclarait face à la presse qu'il ne fallait « *surtout pas* » acheter des masques en pharmacie, d'ailleurs « *totalelement inutiles* » pour les non-malades et assurait que « *des dizaines de millions de masques* » étaient en stock.

Alors que 3 cas étaient déclarés en France et que la Chine comptait 41 morts, Xi Jinping déclara le 24 janvier « *la situation est grave* ». Dès le lendemain un hôpital se construisait, puis un second, en dix jours chacun. Des mesures très strictes étaient prises pour confiner la population, alimenter tous les habitants, désinfecter les lieux publics, prendre la température des passants, protéger les personnels en contact avec le public. Les comités de quartier dirigés par le PCC assuraient l'approvisionnement et l'enquête sur la santé des habitants, des hôpitaux de campagne furent organisés dans les lieux publics pour soigner les cas légers, le développement de vaccins fut mis en route et 40 000 soignants dépêchés à Wuhan. Chaque jour, Global Times annonçait le décompte des nouveaux cas, des décès et des guérisons.

Le 30 janvier, l'OMS décrétait l'urgence sanitaire mondiale.

Le 26 février Aurore Berger, porte-parole de LREM déclarait « *on est extrêmement prêts* » ...il n'y a « *pas de raison de céder à une quelconque panique* », alors que les stocks de masques avaient été détruits. Le même jour un match se déroulait à Lyon en présence de 3000 supporters italiens, alors que plusieurs municipalités de Lombardie étaient déjà en quarantaine. Le 7 mars Macron, fanfaronnant comme Trump, déclarait « *La vie continue. Il n'y a aucune raison, mis à part pour les populations fragilisées, de modifier nos habitudes de sortie* ».

Le 15 mars Jean Michel Blanquer défendait sur France Info le principe criminel de *l'immunité collective*. Selon Agnès Buzyn « *tous les experts* » parlaient alors de « *grippette* ». L'exécutif martelait l'inutilité du masque, l'inefficacité des mesures de température, rejetait le suivi sur mobile et ironisait sur la désinfection des rues. Pour ne pas créer de psychose le personnel des hôpitaux et les médecins était incité à ne pas porter le masque.

Alors que les hôpitaux étaient saturés en Italie, et sur décision du Conseil Constitutionnel, du supporter d'Al Nosra Laurent Fabius et de Gérard Larcher, décision par ailleurs approuvée par tous les partis, les élections municipales furent maintenues sans port du masque, Le virus se répandit comme un raz-de-marée jusque dans des villages d'une centaine d'habitants.

La fermeture des lits d'hôpitaux s'est poursuivie en pleine épidémie : 118 000 lits depuis 1996, dont plus de 5700 en 2020, en même temps qu'une centaine d'hôpitaux et la suppression de 60 000 postes en dix ans, que la CGT dénonçait à la mi-mars.

Tandis que la Chine Populaire déploie à chaque rebond de l'épidémie le principe zéro covid, teste systématiquement toute la population concernée, isole et soigne les malades, en France le 18 mars 2020, Edouard Philippe a rejeté le dépistage systématique, laissant les tests à la convenance personnelle, dilapidant ainsi l'argent de la sécu pour l'équivalent de deux fois un test collectif, mais en pure perte. Puis ils sont devenus payants de sorte que le seul moyen de mesurer l'ampleur d'une recrudescence reste l'encombrement des hôpitaux et l'épuisement du personnel soignant, tandis que les plans blancs viennent annuler les opérations programmées. Contrairement au « *zéro covid* » la voie adoptée par la bourgeoisie consiste à *repousser les pics*, c'est-à-dire *vivre avec* l'épidémie en laissant l'hôpital se débattre contre la noyade, et faire subir au peuple les conséquences.

Elus et révocables ou bien « *responsables mais pas coupables* »

A Wuhan, 337 fonctionnaires furent sanctionnés pour avoir relâché leur devoir dans la lutte contre le coronavirus, le maire ainsi que le dirigeant local du PCC limogés. Et la police de Wuhan dut présenter ses excuses à la famille de Li Wenlian, proclamé héros du 4 mai.

Lors du sursaut d'épidémie en décembre 2021 à Xi'an, 26 personnes et quatre organisations locales du PCC ont été sanctionnées, dont 10 pour non-respect strict des protocoles et leur gestion chaotique qui a entraîné la contamination du personnel travaillant dans un hôtel de quarantaine pour voyageurs d'outre-mer, et obligeant à tester 12 millions d'habitants à plusieurs reprises. Le 29 décembre à Jiangxi, ceux qui avaient « *mis en péril les règles anti-covid* » ont été humiliés publiquement.

En France, le 16 mars à la veille du second tour qui fut reporté, Agnès Buzyn démissionna « *en raison de la situation sanitaire* » et déclara « *je savais que la vague du tsunami était devant nous* ». Sa mise en examen le 10 septembre pour « *mise en danger de la vie d'autrui* », assortie d'un placement en tant que témoin assisté dans une enquête pour « *abstention volontaire de combattre un sinistre* », créait un « *précédent dangereux* » selon Aurore Berger. Laurent Berger patron du syndicat jaune CFDT craignait lui aussi une « *dérive de la démocratie* ».

Elle est promue « *pour son action contre le Covid* » chevalier de la légion d'honneur au 1^{er} janvier 2022.

La « copie » à la sauce capitaliste de la lutte contre le covid en Chine n'est qu'une sombre caricature de l'original. L'incohérence et l'incurie sanitaires criminelles ne sont pas fortuites. Elles pèsent lourdement sur les épaules du peuple, elles relèvent du capitalisme lui-même et doivent être combattues à ce titre.

Un « deal » du confinement ?

Le « cercle ouvrier » écrit :

« Depuis plus d'un an maintenant s'opère l'une des plus grande mystification politique jamais connue. Depuis plus d'un an, la quasi-totalité de ceux qui se revendiquent révolutionnaires ont acceptés ce que l'on nomme le « deal du confinement ». Ce deal revient à reconnaître l'existence d'une crise sanitaire mondiale, et qu'en ces temps pandémiques, la priorité serait de « tordre le cou » au coronavirus avant celui du capitalisme, comme si la lutte de classes pouvait se mettre sur pause selon les circonstances. Ce deal amène à accepter, sans ouvertement revendiquer l'union nationale avec le gouvernement, mais au nom de la « santé de tous », d'accepter toutes les offensives politiques contre le prolétariat (confinement, couvre-feu, etc.) au nom de la lutte contre le COVID19.

Tous ces militants sont restés piégés dans ce deal en se limitant à la critique de la gestion de la « crise sanitaire » par le gouvernement et relayé par la cour de récré des grands médias. Plus aucune lucidité lorsque l'on sort de l'analyse concrète d'une situation concrète. Si ces camarades s'étaient sortis du carcan de la « crise sanitaire » imposé par la propagande bourgeoise et de la seule critique de sa gestion (ce qui est l'alpha et l'oméga du réformisme), ils comprendraient que ce « deal du confinement » masque en réalité la véritable crise : la crise de surproduction du capitalisme d'une hauteur rarement égalé sur fond de tensions accrues entre les puissances impérialistes (USA, Chine, Russie, France, Allemagne, etc.).».

Depuis le début de l'épidémie l'apparente incohérence des mesures prises par l'exécutif reflète les contradictions entre les exigences des lobbies capitalistes et les jeux d'influence électoraux. Des mesures annoncées sont retirées suite aux pressions de groupes d'intérêts et le déroulement de la campagne électorale bénéficie de dispenses par rapport aux règles de protection sanitaire.

L'incurie sanitaire n'est pas une simple « mauvaise gestion ». Elle signifie au sens strict *se foutre du peuple*. Elle reflète le mépris de classe pour les masses, la priorité au profit capitaliste, et leurs conséquences criminelles ont plombé le bilan de plus de 120 000 morts dans notre pays à ce jour.

Le 13 avril 2020, Roux de Bézieux prétendait faire travailler plus après le déconfinement, et Agnès Pannier Runacher, Secrétaire d'état auprès du ministre de l'économie et des finances, assurait le 10 mars 2020, « *c'est le moment de faire des bonnes affaires en bourse aujourd'hui* ».

Le confinement de mars à mai 2020 a entraîné l'appauvrissement d'un quart des ménages dont 7 % ont dû s'endetter (INSEE 14/10/2020), frappé les plus pauvres et les jeunes, et prioritairement les précaires, ce qui est une conséquence directe, non pas des méfaits d'une mesure sanitaire, mais des contradictions du mode de production capitaliste. En 2020 également, le redoux hivernal suivi d'un gel précoce a détruit les fruits dans plusieurs régions, ce qui a privé de revenu les producteurs, mais aussi tous les saisonniers. Mais cette situation est possible à cause du système capitaliste, par exemple à l'impossibilité pour les arboriculteurs de s'assurer systématiquement.

De même la crise sanitaire s'est combinée à ces contradictions ainsi qu'à la guerre froide initiée par Trump et poursuivie par Joe Biden, mais également à l'arrêt de centrales nucléaires, en désorganisant les échanges mondiaux, en créant la pénurie de certaines marchandises, accroissant les dettes, l'inflation et une grave hausse des prix.

Mais au fond, tandis que la presse bourgeoise reprenait tous les mensonges déversés par Trump sur la véracité des chiffres en rêvant d'un « *Tchernobyl chinois* », les USA laissaient le virus se propager chez eux, comptabilisant plus de 820 000 morts au 1^{er} janvier 2022, contre moins de 5000 en Chine Populaire, et 8300 à Cuba malgré l'embargo US sur les médicaments.

Le chauvinisme vaccinal revient comme un boomerang

Les pays impérialistes ont accaparé les vaccins et cumulé les injections au détriment des pays pauvres, dont 7% seulement ont reçu une dose. Les USA ont détruit 15 millions de doses qu'ils avaient gardées « en réserve » et 240 millions de doses détenues par les USA et leurs partenaires sont près d'expirer. A l'exception de trois fabricants chinois (Sinovac Biotech, Sinopharm Group, Clover Biopharmaceuticals) et Johnson & Johnson, qui ont accepté d'assumer les risques juridiques, de nombreux fabricants des vaccins ont exigé que les pays paient les risques des effets secondaires, de sorte que l'exécutif ici a inventé plusieurs stratagèmes pour imposer le vaccin sans le rendre obligatoire. Pour le même mobile, l'accès aux vaccins est limité pour près de 167 millions de migrants.

Le 22 décembre au Nigeria plus d'un million de doses Atra Zeneca périmées ont dû être détruites. Faisal Shuaib, chef de l'Agence nationale de développement des soins de santé primaires du Nigeria, a condamné que « *Nous avions des pays développés qui se procuraient ces vaccins et les accumulaient. Au moment où ils étaient sur le point d'expirer, ils les ont offerts en don* ». Le Malawi a brûlé près de 20 000 doses de vaccin périmé en mai et la République démocratique du Congo a renvoyé en avril 1,3 millions de doses pour le même motif. De sorte que de nombreux pays en développement non seulement ne reçoivent pas l'aide dont ils ont tant besoin, mais doivent également devenir des « *usines de traitement des déchets de vaccins à grande échelle* » pour les États-Unis et l'Occident.

A l'inverse, la Chine Populaire accusée de pratiquer une « *diplomatie vaccinale* » a fourni plus de 180 millions de doses - synchronisées à la fabrication nationale - à 53 pays africains et à la Commission de l'Union africaine. À ce jour, la Chine a fourni près de 2 milliards de doses de vaccins COVID-19 à plus de 120 pays et organisations internationales. C'est le plus grand fournisseur mondial de vaccins à l'étranger.

Mais l'accès aux vaccins des migrants ou des pays pauvres n'intéresse pas le « cercle ouvrier » :

« Parmi les défenseurs de gauche du confinement, il a souvent été argumenté comme devant servir de caution à sa légitimité, que l'épidémie touchait principalement les immigrés. Bien sur une telle affirmation est totalement démagogique du même style que lorsque le sort des immigrés est mis en avant pour inciter à voter lors des élections nationales pour le candidat qui se tiendra en face de Le Pen. Une telle affirmation est bien entendu aussi ridicule que si l'on se fatiguait à argumenter que l'épidémie tue plus de pauvres que de riches. Ce qui revient tout simplement à perdre son temps à rappeler qu'il y a plus de pauvres que de riches dans le monde »...

Et encore moins l'exigence d'un vaccin « bien commun de l'humanité » :

« la science aujourd'hui ne sert pas l'humanité, il n'est pas simplement question du brevet des vaccins anti-covid, car même publics, la plus-value générée dans le processus de production serait accaparée de manière privée, comme cela est le cas pour toutes marchandises dans le capitalisme, produit ou pas de manière "public" ».

Conclusion l'humanité devrait rejeter les vaccins puisque les labos en font leur beurre. Et réclamer un *vaccin bien commun de l'humanité* serait donc a fortiori faire le jeu du capital puisque les profits seraient encore plus grands.

Or la mondialisation a produit ceci que l'avenir de la pandémie dépend en dernier ressort du pays sanitaire le plus faible, et comme un boomerang le chauvinisme vaccinal impérialiste a causé dans les pays démunis des variants insensibles aux vaccins, qui reviennent infecter les métropoles occidentales à grande échelle et prolonger la pandémie.

Contrôle sanitaire ou policier ?

"CETC propose une application croisant différentes bases de données afin de permettre aux utilisateurs d'identifier les personnes à risque avec lesquelles ils auraient pu être en contact dans un environnement personnel, professionnel, ou même dans les transports..."

Ce qui deviendra chez nous "Stop Covid" puis « Tous Anti-Covid », et enfin le Passe policier. C'est l'émergence de ce qui, des années en arrière aurait été évoqué seulement dans les oeuvres de sciences-fictions. Sous prétexte sanitaire, on se dirige vers le flicage généralisé de la quasi-totalité des individus de la planète ».

Rappelons que l'application utilisée en Chine permet à chaque utilisateur de savoir si une zone présente un risque ou d'informer son voisinage si lui-même constitue pour autrui un danger d'infection. Or cette méthode permettant de se protéger soi-même et de protéger les autres n'a pas été retenue ici, parce que jugée trop intrusive, et remplacée par le « Tous anti-covid » qui permet seulement de savoir si une personne a réalisé des tests ou si elle est vaccinée. Et c'est cette dernière application qui est contrôlée ici soit par la police soit par des employés dans un lieu public.

Affirmer «Sous prétexte sanitaire, on se dirige vers le flicage généralisé de la quasi-totalité des individus de la planète » est mensonger.

Qu'une société puisse savoir qui est contagieux est qui ne l'est pas dans une épidémie ne constitue pas un *flicage* répressif mais une nécessité vitale. Et ceux qui veulent échapper à cette surveillance mettent en danger la santé d'autrui. Il faut à un moment donné s'interroger sur les conséquences des déclarations d'un groupe qui se dit « révolutionnaire » mais qui défend face à une épidémie le droit pour un contagieux de circuler dans un lieu public, sans aucun contrôle ni condition. Ce comportement ne diffère en rien de celui des Proud Boys de Trump qui défendaient leur « liberté » les armes à la main.

Que doivent faire les révolutionnaires ?

Soit dénoncer la « *dictature du masque* », la « *dictature vaccinale* » comme les fascistes, ou comme le « *cercle ouvrier* » une « *grande mystification politique* » et nier l'existence d'une crise sanitaire mondiale.

Soit se battre par tous les moyens pour préserver la santé et la sécurité du peuple, face au virus et face à la rapacité, à l'hypocrisie et au cynisme des capitalistes, relier la crise sanitaire à la crise économique, à la hausse des prix, à la nécessité de la révolution prolétarienne et du socialisme, s'opposer à la guerre des USA et de ses alliés.

Les révolutionnaires doivent servir les intérêts du peuple, la santé collective, et non rejoindre la chorale de la petite-bourgeoisie pleurant sa liberté individuelle menacée.

Sur « l'orchestration de la crise » : qui détruit les forces productives ?

Selon le « *cercle ouvrier* », « *Quant à la décision de la Chine impérialiste d'orchestrer ce grand lock-down, en voici les raisons :*

C'est sa réponse à la crise de surproduction pour assainir le capital par la destruction forcée des forces productives. Par effet domino, elle a entraîné toutes les nations industrielles dans son orbite. Toutes devaient imiter la Chine par nécessité, afin de faire face à la crise de surproduction la plus spectaculaire de notre histoire. »

« Le confinement fut une mesure politique pour affaiblir ses principaux concurrents et visant à se repartager les marchés, cette crise intervenant dans le contexte d'une nouvelle révolution industrielle où qui ne se plie pas à la productivité suscitée par le numérique et les nouvelles technologies sera refoulé en tant que grande puissance. Le confinement chinois s'inscrit dans

une vision stratégique d'offensive de l'impérialisme, c'est une forme de la guerre économique dans le but de repartage du monde (c'est-à-dire des marchés, des sphères d'influences). »

Dans une économie mondialisée caractérisée par la division du travail, l'arrêt d'une phase du processus de production ne résout pas la surproduction d'un pays. Il accentue la surproduction en amont et provoque la pénurie en aval.

Prenons les chiffres de 2020.

Wuhan est une ville de sidérurgie qui fabrique produit 60 % des rails de chemins de fer à grande vitesse, également la high tech, allant des microprocesseurs à la biomédecine.

C'est aussi un centre majeur de l'industrie automobile où a été fondée Dongfeng, qui comprend dix usines de production de voitures, et 500 équipementiers, et de nombreux fabricants étrangers.

Le confinement de Wuhan a donc temporairement bloqué la construction des voies ferrées, secteur toujours en investissement et en développement, tant en Chine qu'en Afrique, et qui n'a nul besoin d'être entravé et encore moins détruit. Au contraire, La section du chemin de fer à grande vitesse Anqing-Jiujiang a été récemment mise en service, portant le réseau de chemins de fer à grande vitesse à plus de 40 000 km et la longueur totale du réseau ferré à plus de 150 000 km.

En 2020 la production de véhicules en Chine a diminué de 10% dans les premiers mois de 2020. Après son redressement la baisse annuelle a été limitée à 2 %.

La Chine s'est donc empressée de rattraper le retard, et malgré la pandémie c'est l'Asie qui a produit le plus de véhicules avec 57 % de la production mondiale, et une baisse de la production de 10 % seulement, comparée à l'Europe -21 %, au trio Mexique- Canada-USA (NAFTA) - 20 %, à l'Amérique du sud - 30 %, dont - 32 % au Brésil, et au continent africain - 35 %.

Par contre la baisse des ventes en occident se poursuit et s'aggrave tandis que le parc des véhicules chinois est loin d'être saturé, parce que le prix des voitures en occident a augmenté de 16% entre 2011 et 2019 et d'autant entre 2018 et 2021. En France où la baisse des ventes est la plus remarquable, « *Le prix de vente moyen d'un véhicule neuf s'élève à 26 000 euros alors que le salaire moyen n'est que de 2 500 euros nets par mois* » (observatoire Cetelem).

Les coûts ont bondi notamment à cause des modèles « écologiques » et de la pénurie de circuits intégrés, et l'âge moyen du parc est passé de 7,5 ans en 2000 à 10,8 ans en 2020.

La pénurie des puces qui entrave toujours la production mondiale de véhicules a trois causes :

- La crise coronavirus en Asie du sud-est et le variant delta, étant donné qu'une grande partie des usines sont installées au Vietnam, en Malaisie, en Thaïlande ou en Indonésie. La plus grande partie des puces fabriquées en Chine se trouve à Taïwan chez TSMC, pour la moitié des parts mondiales.
- L'augmentation de la demande des puces à cause des confinements et du télétravail
- Le blocus exercé par l'impérialisme US sur l'utilisation des brevets US, sous prétexte d'une possible utilisation militaire par la Chine.

Sur ce dernier point, il ressort que ce sont les USA qui font des pieds et des mains pour entraver le développement technologique de la Chine, afin de préserver le monopole mondial des GAFAM. Mais le « cercle ouvrier » est indifférent à la domination hégémoniste des USA.

Qui est donc « *dans une vision stratégique d'offensive de l'impérialisme ?* »

En ce qui concerne le « *partage du monde* », ce sont les pays impérialistes qui ont par pure cupidité déplacé leur production en Asie du sud-est, et plombé eux-mêmes leurs balances commerciales. On se souvient du slogan « America first » et du protectionnisme de Trump, destiné à réindustrialiser le USA et contenir la Chine. La réindustrialisation n'a pas vraiment eu lieu, et compte tenu de l'interpénétration du commerce international, sa guerre commerciale s'est retournée contre les industriels US délocalisés en Chine d'une part, et de l'autre contre les consommateurs américains qui ont dû payer la hausse des droits de douane.

Le « cercle des ouvriers » insinue que l'épidémie est arrivée à Wuhan à point nommé dans une période de vacances, « *Si nous étions complotistes, nous dirions que jamais virus n'a été aussi soucieux de la bonne marche de l'économie !* »

Et que dans le seul but d'assurer la concurrence la Chine a voulu reprendre son activité le plus tôt possible, mais cite "*Les secteurs essentiels à la subsistance de la population sont priorités et les entreprises concernées sont appelées à reprendre leurs activités immédiatement. Il s'agit notamment de chaînes d'approvisionnement logistiques, de la production et la vente de nourriture et de matériel médical, de la production énergétique ou encore des "grands projets" de construction.*"

Il est clair que les *secteurs essentiels à la subsistance de la population* n'ont rien à voir avec la concurrence internationale dont le « cercle ouvrier » accuse la Chine. Le « cercle ouvrier » ne cite d'ailleurs aucune date et pour cause, mais la reprise partielle de l'activité industrielle s'est effectuée le 11 mars, c'est-à-dire alors que les entrées en hospitalisation étaient tombées à 15 pour toute la Chine et à moins de 100 depuis le 6 mars. Ce n'est pas la concurrence internationale qui a donné le signal de la reprise mais bien la maîtrise et la fin de l'épidémie.

Non seulement la Chine n'avait aucun intérêt à pratiquer volontairement un lock-down à Wuhan, mais elle a relancé rapidement la production partout où elle le pouvait, et cherché d'autres voies pour sa production. Alors que toutes les grandes économies ont été en récession, celle de la Chine a été de 2,3 %.

La Chine Populaire n'avait aucun besoin de confiner ses industries, alors qu'elle vient de lancer la Ceinture et la Route de la Soie.

Lorsque ses exportations ont été entravées par la guerre commerciale de Trump, elle a développé le concept de double circulation, associant l'ouverture commerciale et le développement du marché intérieur.

Et face au blocus US sur les puces, y compris les machines à graver, la Chine a massivement investi afin de se rendre indépendante dans ce domaine.

C'est la Chine qui continue de tirer l'économie mondiale vers le développement. Prétendre qu'elle aurait voulu *la destruction forcée des forces productive* est un mensonge absolu.

« La bourgeoisie chinoise a aussi son grand "problème de la main d'œuvre". Contrairement à la France et à l'Allemagne par exemple, elle possède encore de nombreuses usines concentrant des dizaines de milliers de prolétaires. Or, dans la bataille pour la domination des nouvelles technologies, elle est engagée dans une automatisation toujours plus importante de son économie. Le résultat doit nécessairement être la création d'une surpopulation ouvrière ne trouvant plus à s'employer...mais sur laquelle le régime braque mille yeux numériques, exerce un contrôle policier très efficace (Ce que veulent imiter nos bourgeois français). »

Le principal problème de main d'œuvre de la Chine Populaire n'est pas la *surpopulation ouvrière* mais le vieillissement de la population, qui fait suite à la politique de l'enfant unique, et contre lequel elle encourage les familles de trois enfants. D'autre part créer du chômage

irait directement à l'encontre de la double circulation et du développement du marché intérieur.

Au contraire, le « contrôle policier » et la prétendue « surpopulation ouvrière » n'ont nullement empêché la hausse régulière des salaires, aujourd'hui plus élevés que ceux de l'Europe de l'Est. De 2003 à 2013, le salaire moyen a été multiplié par 4,5 afin d'accroître la consommation intérieure. Le salaire moyen en 2021 est supérieur à 900 €.

La Chine Populaire veut se développer pour sortir son peuple de la misère, et les USA s'y opposent parce que leur domination impérialiste est en péril.

En accusant spécifiquement la Chine Populaire d'une « *logique offensive de l'impérialisme* », le « cercle ouvrier » inverse l'agresseur et l'agressé, et se situe délibérément dans le camp des néocons les plus bellicistes.

Les pays impérialistes n'ont pas suivi « l'orbite de la Chine » et ils en pâtissent

Contrairement aux pays impérialistes, la Chine Populaire confine strictement et uniquement les zones infectées, et non l'ensemble du pays de façon relâchée.

Rappelons que le confinement de la Chine, limité à Wuhan, n'a pas été imité par les pays capitalistes, qui ont soit confiné tout leur pays comme la France, soit refusé de le faire.

Et les résultats parlent d'eux-mêmes :

Au Brésil les confinements ont été organisés par des gouverneurs locaux contre la volonté de Bolsonaro et ses manifestants. Aux USA Trump et ses sbires se sont aussi opposés au confinement, exclu au niveau national. En Inde où l'infrastructure médicale est très faible, le premier confinement s'est traduit par un exode massif vers les campagnes car tout était fermé ; puis le rassemblement du Kumb Mela au bord du Gange a été maintenu, ainsi que les meetings électoraux et les matchs de cricket.

« De manière générale, si tant est qu'on soit honnête, il faut reconnaître qu'il n'y a aucun lien de causes à effets entre le nombre de morts du coronavirus dans les différents pays et le type de mesures prises ou pas pour enrayer l'épidémie. »

Le « cercle ouvrier » ment effrontément. Les pays où le nombre de morts a été le plus élevé sont les USA, le Brésil et l'Inde. Respectivement 826 000, 619 000 et 481 000 : ce sont ceux où les morts ont été jetés dans des fosses communes, à New York, à Manaus, à Bangalore.

Il est symptomatique que le « cercle ouvrier » accuse la Chine d'avoir voulu « *la destruction forcée des forces productives* », là où le nombre de morts a été le plus faible, là où les mesures sanitaires ont été les plus strictes, où la mobilisation du PCC et des comités de quartier a permis d'organiser l'approvisionnement de 11 millions de citoyens, de soigner les malades, de tester tous les habitants, et de redémarrer en bon ordre la machine économique.

Mais inversement le « cercle ouvrier » ne dit pas un mot de la gestion macabrement caricaturale de Trump, soutenu par des bandes fascistes, et dont le nom ne figure nulle part dans le texte d'ailleurs, à la tête de la première puissance impérialiste du monde, imposant son hégémonie à tous et initiateur de la guerre commerciale ouverte avec la Chine.

Le « cercle ouvrier » accuse la Chine d'avoir voulu détruire les forces productives. Trump l'avait accusée d'être responsable de la pandémie au lieu de prendre les mesures de protection sanitaire chez lui, et il réclamait des indemnités pharaoniques pour les dégâts causés par lui-même. Lorsque l'épidémie s'est déclenchée il a déclaré « *quoi qu'il arrive, nous sommes totalement préparés* ».

Dès 2017 Donald Trump a fait sauter la loi Dodd-Frank de surveillance des banques, et initié un tournant protectionniste dont le « cercle ouvrier » ne parle nulle part. Puis l'année suivante déclenché une guerre commerciale avec la Chine, qui l'en a dissuadé jusqu'au bout en

répétant qu'elle serait nuisible à tous. Tous les alliés des USA ont pâti de ses frasques et finalement la guerre commerciale a échoué comme la guerre contre le covid.

Qui détruit les forces productives, et qui protège « l'homme, le capital le plus précieux » ?

Comme Trump et son successeur, le « cercle ouvrier » inverse les responsabilités, affirme qu'il faudrait au ratio du nombre d'habitants aux USA « *relativiser ses 561 000 morts du Covid 19* » en mai 2021 et - pour ce qui concerne la crise économique - ne parle nulle part de la guerre commerciale des USA contre la Chine, déjà durement payée par les consommateurs et les paysans américains.

« puisque la crise est décrite comme étant "sanitaire", il faudrait en conclure que si le système de soins français avait été doté de suffisamment de lits et de moyens divers pour la santé, la France aurait été épargné par la crise mondiale. Les réformistes en tout genre (même ceux avec un vernis révolutionnaire comme Révolution Permanente, PCOF, etc.) ont osé revendiqués des lits dans les hôpitaux comme une perspective politique de sortie de crise ! »

Le « cercle ouvrier » s'est bien gardé de réclamer des lits d'hôpitaux pour ne pas tomber dans le réformisme, en rappelant que les cotisations sociales servent à « *financer notamment la santé de la classe ouvrière. Ceci dans le strict intérêt du capitalisme : celui de faire en sorte que chaque ouvrier puisse continuer de travailler et donc qu'il ait pour cela la force physique pour permettre la création de plus-value* »

Que faut-il comprendre par là ? Que la préservation de la santé des masses sert « *le strict intérêt du capitalisme* » ?

Ici le « groupe ouvrier » touche le fond. Son *appel à la révolution* n'est qu'une pantalonnade qui révèle sa nature essentielle, nullement « ouvrière » mais anti-ouvrière, pro hégémoniste, et réactionnaire.